Discours de Nathalie RORET, directrice de l'École nationale de la magistrature, à l'occasion de la conférence de Richard FERRAND et Véronique MALBEC, Président et membre du Conseil constitutionnel

Bordeaux, le 13.10.2025
Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président du Conseil constitutionnel,

Madame la membre du Conseil constitutionnel, chère Véronique MALBEC,

Mesdames, Messieurs les membres du personnel de l'École,

Mesdames et Messieurs les auditrices et auditeurs de justice de la promotion 2025,

Mesdames et Messieurs les élèves des classes Prépa Talents de l'ENM,

Chers invités,

Monsieur le Président du Conseil constitutionnel, votre présence parmi nous aujourd'hui, quelques mois seulement après votre prise de fonction, nous honore. Chaque intervention du président du Conseil constitutionnel en nos murs constitue invariablement un moment fort, important de l'histoire de l'École nationale de la magistrature, aussi bien pour celles et ceux qui œuvrent à son service que pour celles et ceux qui y reçoivent des enseignements.

Devant vous, en présentiel ou en distanciel, déployée sur nos deux sites bordelais, celui-ci mais aussi le récent site Archipel, vous avez ainsi réunie la promotion dite des 500, composée de 468 auditrices et auditeurs de justice, de 26 élèves-avocats effectuant leur projet pédagogique individuel et 5 auditeurs du département International. Jamais dans son histoire l'ENM

n'avait formé une promotion aussi importante par son nombre, laquelle est la traduction concrète de la loi de programmation pour la Justice qui prévoit d'atteindre à horizon 2027 une augmentation du corps des magistrats judiciaires, de plus 1500 personnes.

Ce n'est pas pour autant la première fois, Monsieur le Président, que vous nous faites l'honneur de votre présence puisque vous étiez intervenu ici-même en 2021. En votre qualité de Président de l'Assemblée nationale, vous aviez alors pu échanger, avec le Président du Sénat, Monsieur Gérard LARCHER, à propos du nécessaire dialogue entre les pouvoirs et des enjeux de l'administration de la justice, avec les futurs magistrats, désormais en exercice. Une première dans l'histoire de l'École nationale de la magistrature et qui se renouvellera prochainement avec la présence de Madame la Présidente de l'Assemblée nationale, ici-même, le 27 octobre 2025.

Déjà, votre remarquable expérience des assemblées et de la fabrique des lois avait suscité un grand intérêt de vos interlocuteurs. Élu local pendant plus de 20 ans, puis législateur et garant de la bonne tenue des débats législatifs en tant que président de l'Assemblée nationale de 2018 à 2022, vous êtes désormais depuis le 8 mars 2025 à la tête de l'institution chargée de veiller à la conformité des lois à la Constitution de notre République, mission consubstantielle à notre État de droit.

L'État de droit, « *cette architecture qui garantit la forme républicaine et démocratique de notre société* », pour reprendre vos mots, il en sera naturellement question lors de vos échanges avec les auditrices et auditeurs entrés cette année à l'ENM et qui ont justement choisi de nommer leur promotion « État de droit ».

À l'heure où la question du gouvernement des juges ressurgit avec force dans l'opinion publique, où nos démocraties et les valeurs qu'elles défendent sont fragilisées, voire contestées, nos élèves magistrats ont souhaité ainsi par le nom de leur promotion rappeler leur attachement aux principes fondamentaux de l'État de droit : l'égalité devant la loi, la séparation des pouvoirs et la hiérarchie des normes.

Comment ne pas penser alors à votre prédécesseur, Robert BADINTER, quatre jours après son entrée au Panthéon – lors d'une cérémonie à laquelle 50 élèves-magistrats ont participé, ce qui a été un grand honneur pour notre École –, et à cette déclaration au journal *Le Monde* en 1989 : « Le moment est venu de reconnaître aux citoyens eux-mêmes la possibilité d'en appeler au

Conseil constitutionnel, à travers un filtre juridictionnel, s'ils estiment que leurs droits fondamentaux ont été méconnus par une loi ».

Il aura fallu attendre la réforme constitutionnelle du 23 juillet 2008 pour que ce vœu formé en 1989 se réalise et qu'une procédure d'examen, par voie d'exception, de la constitutionnalité des lois, voie le jour. Je sais que vous allez également évoquer ce point lors de l'échange qui va suivre.

La QPC a par ailleurs transformé l'activité du Conseil constitutionnel, a accru sa visibilité et la connaissance de ses missions par les citoyens mais aussi les attentes de ces derniers vis-à-vis de l'institution que vous présidez.

Elle a également introduit de nouvelles pratiques pour les magistrats, qui sont chargés de filtrer les questions avant de les transmettre au Conseil et qui doivent intégrer les décisions constitutionnelles dans leur activité judiciaire quotidienne.

Autant de sujets que vous aborderez aujourd'hui avec les auditrices et auditeurs de justice et en présence, je m'en réjouis, de Madame Véronique MALBEC.

Votre présence, Madame la membre du Conseil, nous honore et est une chance pour les futurs magistrats qui pourront se nourrir de votre remarquable parcours, commencé sur les bancs de cette école – dont vous avez été par la suite la directrice-adjointe en charge de la formation continue et de l'international – cette expérience qui vous a conduit jusqu'au Palais royal, rue de Montpensier, en passant par les plus hautes fonctions dans les cours judiciaires et à la Chancellerie auprès d'un illustre garde des Sceaux.

Chères auditrices, chers auditeurs, j'ai souhaité que votre formation soit ponctuée et enrichie de rencontres d'exception, comme celle d'aujourd'hui, pour vous donner une perspective plus large sur les liens interprofessionnels nécessaires à l'exercice du métier de magistrat et sur la nécessaire culture institutionnelle et administrative à acquérir, sur la place de l'institution judiciaire dans notre État de droit et dans la démocratie française.

C'est dans ce même sens d'ouverture que l'École continue de s'engager pleinement dans la Nuit du droit, créée par le Conseil constitutionnel, et que nous avons organisé à nouveau cette année.

Monsieur le Président du Conseil constitutionnel, avant de vous céder la parole, je tiens à vous renouveler mes sincères remerciements pour votre présence et votre engagement si précieux pour notre École.